



**HAL**  
open science

# Le Venezuela après la mort de Chávez : instabilité politique et réformes économiques

Eduardo Rios

► **To cite this version:**

Eduardo Rios. Le Venezuela après la mort de Chávez : instabilité politique et réformes économiques. Les Études du CERI, 2013, 198-199, pp.12 - 16. hal-04516725

**HAL Id: hal-04516725**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04516725>**

Submitted on 22 Mar 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

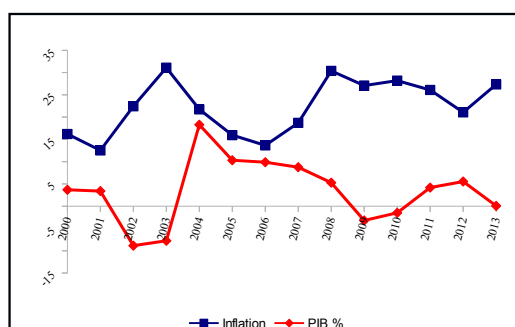
## Le Venezuela après la mort de Chávez : instabilité politique et réformes économiques

Eduardo Rios

Après quatorze années passées à la tête du Venezuela, Hugo Chávez est mort le 5 mars 2013. Son successeur désigné, Nicolás Maduro, gouverne le pays depuis lors, à la suite d'une élection qu'il a gagnée d'une courte tête en avril 2013. Trois paramètres permettent de mettre en lumière les turbulences qui se manifestent dans ces premiers mois de gouvernement Maduro. Le premier est celui de la courbe du produit intérieur brut (PIB) depuis 2000. Après des débuts difficiles (-18 % entre 2002-2003), l'économie fait un bond très important entre 2004 et 2008 (autour de 10 % de croissance par an), suivi d'une récession en 2009 et 2010. Le Venezuela voit ensuite la croissance repartir à hauteur de 5 % par an, puis accuse une croissance nulle en 2013, selon le Fonds monétaire international (FMI). Second paramètre, la courbe de l'inflation suit depuis 2000 un schéma similaire de hausse très importante jusqu'en 2003, puis de baisse jusqu'en 2007, et se stabilise depuis autour de 25-30 % par an. En 2013, l'inflation devrait approcher les 42 %, selon le président de la Banque centrale du Venezuela, dépassant donc les prévisions du FMI (graphique 1). Certains économistes avancent même qu'elle pourrait atteindre 50 %.

Dès sa première année, le gouvernement de Maduro doit donc faire face à une faible croissance et une inflation importante ; ce à quoi il faut ajouter une pénurie de produits de base et de devises pour alimenter un marché intérieur très dépendant des importations.

Graphique 1  
Inflation et PIB au Venezuela 2000-2013

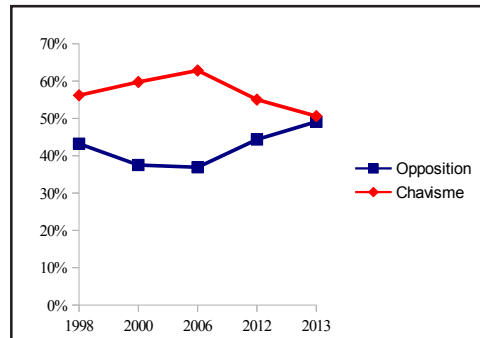


Source : FMI

Non seulement Maduro affronte une situation économique grave, mais il est de surcroît handicapé par une érosion importante de ses marges de manœuvre politiques (graphique 2). C'est le troisième paramètre à prendre en compte : l'écart entre les résultats du gouvernement et de l'opposition lors des élections présidentielles depuis 2000. Entre 2000 et 2006, Chávez obtenait autour de 60 % des voix et l'opposition 40 %. Lors de l'élection présidentielle de 2013, Maduro l'a emporté avec un peu plus de 50 % des voix. Dans la perspective des élections locales de décembre 2013, qui s'annonçaient comme un plébiscite<sup>1</sup>, le gouvernement a dû gérer au mieux l'héritage de Chávez. Durant ses premiers mois, Maduro a fait le choix de se montrer intransigeant sur le plan politique et ouvert dans le domaine économique. Mais depuis le mois de septembre, il a durci le ton à l'égard du secteur privé qu'il a qualifié de parasite lors d'une allocution devant l'Assemblée nationale le 8 octobre 2013. Quelle que soit la stratégie adoptée, le gouvernement semble espérer que des résultats positifs sur le front économique renforcent sa position politique.

<sup>1</sup> Le PSUV a remporté les élections municipales organisées le 8 décembre mais l'opposition a remporté les principales villes du pays.

**Graphique 2**  
**Résultats des élections présidentielles au Venezuela 1998-2013**



Source : CNE

## UNE VICTOIRE ÉLECTORALE EN DEMI-TEINTE

Sur le plan politique, le Venezuela à la mort de Hugo Chávez s'annonçait difficile à gouverner.

Que ce soit Capriles ou Maduro, le nouveau président du Venezuela allait devoir faire face à une insécurité généralisée, un service électrique défaillant provoquant des coupures systématiques d'électricité, mais aussi à des pressions politiques considérables sur un échiquier politique très polarisé.

La surprise de l'élection du 4 avril est venue du score de Capriles. Alors que les sondages lui attribuaient 17 % d'intentions de vote en février et le situaient à vingt points en dessous de Maduro au début d'une campagne électorale d'à peine un mois, il a finalement obtenu 7 363 980 voix (49,12 %) contre 7 587 579 (50,61 %) pour Maduro. Ces résultats serrés ont poussé Capriles à réclamer un recompte des voix. Celui-ci lui a d'abord été concédé puis refusé, ce qui l'a conduit à demander l'annulation de l'élection. Mais celui qui avait crié à la fraude en avril appelait à voter aux élections locales de décembre, reconnaissant sinon *de legis*, au moins *de facto*, la victoire de Maduro à l'élection présidentielle. A court terme, Capriles reste le seul présidentiable de l'opposition.

De son côté, une fois président, Maduro s'est engagé sur trois fronts politiques. Le faible écart obtenu lors de l'élection présidentielle ayant semé le doute sur ses capacités à se placer en digne successeur de l'héritage de Chávez, il devait tout d'abord s'imposer au sein de sa majorité gouvernementale. Pour cela, il a d'une part radicalisé son discours contre ses ennemis politiques et, d'autre part, discrètement réduit au silence les voix les plus critiques au sein de son gouvernement. Ainsi, à la télévision, le très controversé programme « La Hojilla » a été interdit à la suite de la divulgation d'une conversation téléphonique entre son animateur Mario Silva et un agent cubain. Au sein du gouvernement, le très radical Eduardo Samán, nommé à la tête de l'Indepabis (institut chargé du contrôle des prix), a perdu la possibilité de nommer ou de renvoyer son personnel une semaine après sa nomination. Cette stratégie visait à faire taire les critiques internes en vue des élections locales pour lesquelles, et c'est une nouveauté, le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) de Maduro a choisi des candidats « médiatiques » : chanteurs, joueurs de baseball ou présentateurs de télévision. Ils ne sont pas majoritaires, mais leur désignation révèle un changement par rapport à la stratégie électorale de Chávez.

C'est également cette motivation électorale qui a poussé le PSUV à s'acharner contre l'opposition. Sous couvert de lutte contre la corruption, l'Assemblée nationale a été le terrain d'accusations contre le parti Primero Justicia (PJ) dirigé par Julio Borges, auquel appartient Henrique Capriles. Ces accusations ont été portées conjointement par le président de l'Assemblée, Diosdado Cabello, et par le président du groupe parlementaire du PSUV, Pedro Carreño. Elles ont mené à la levée de l'immunité parlementaire

d'un député du PJ ainsi qu'à la mise en examen de deux autres. Mais si l'opération de contrôle des membres les plus radicaux du PSUV par le gouvernement a connu un certain succès, les accusations de corruption contre l'opposition regroupée derrière la Mesa de la Unidad (MUD) ont été marquées par certains dérapages qui en ont limité la portée. Dans le cadre de cette stratégie, Maduro a sollicité fin août une loi lui octroyant des pouvoirs spéciaux pour lutter contre la corruption. Ne disposant pas des deux tiers des votes requis à l'Assemblée nationale, la proposition de loi a tout d'abord été rejetée avant d'être votée au mois de novembre. Le suppléant d'une des députés dont l'immunité a été annulée a voté avec le gouvernement, permettant d'atteindre les trois cinquièmes des voix requises. Maduro peut désormais légiférer sans consulter le Parlement.

Les mois qui ont suivi la mort de Chávez ont également été marqués par des choix de politiques publiques qui n'ont pas encore produit de résultats spectaculaires, mais qui témoignent d'une forme de rupture tranquille. Troisième front de l'action de Maduro au gouvernement, l'action publique se concentre sur trois objectifs. Nous aborderons brièvement les deux premiers avant d'examiner dans le détail le troisième : sa politique économique.

Le premier des problèmes sur lequel le gouvernement Maduro a fixé son attention est « l'urgence électrique ». En avril, il a nommé Jesse Chacón ministre chargé de l'électricité et président de Corpoelec, la compagnie nationale (notons que ce dernier a été rappelé au gouvernement alors qu'il en avait été évincé par Hugo Chávez en 2009). Ce problème électrique est d'autant plus délicat qu'à New York, une plainte a été déposée contre des contractants qui se sont enrichis durant la précédente crise électrique de 2009 et que la presse a surnommé Bolichicos, en référence aux « Bolibourgeois », les soi-disant nouveaux riches enfantés par Chávez. Le second problème auquel le gouvernement Maduro a décidé de s'attaquer est celui de l'insécurité. Il n'existe pas de chiffres officiels, mais selon l'Observatoire vénézuélien de la violence, en 2012, autour de 22 000 personnes ont été tuées (78 morts pour 100 000 habitants). Rodriguez Torres, militaire de carrière, a été nommé ministre de l'Intérieur. Cela représente une rupture significative avec la politique de Chávez, qui avait créé la police nationale bolivarienne, mais ne s'était jamais attaqué au problème de l'insécurité. Ainsi, sur le plan politique, l'immédiat après Chávez a été marqué par les tentatives de Maduro de s'imposer comme président dans son propre camp mais aussi face à une opposition qui a opté, dès les premiers mois, pour une stratégie d'affaiblissement. Mais c'est surtout dans le domaine de l'économie que Maduro a concentré ses efforts.

## **RELANCER LA MACHINE ÉCONOMIQUE**

Au sein du gouvernement, la politique économique repose sur trois hommes, qui défendent trois visions différentes : le ministre de la Planification Giordani, le ministre des Finances Nelson Merentes et le président de Petróleos de Venezuela SA (PDVSA, entreprise nationale de pétrole), Rafael Ramírez. Ce dernier est convaincu qu'une intervention directe de PDVSA est nécessaire pour résoudre les problèmes économiques ; il a donc multiplié les champs d'action de la compagnie nationale en investissant, par exemple, dans l'agriculture. Merentes et Giordani s'opposent quant à eux sur la façon d'utiliser les ressources de l'Etat pour intervenir dans l'économie. Selon les hommes d'affaires avec qui nous avons pu nous entretenir, Giordani croit davantage aux vertus d'une planification complète de l'économie et Merentes à celles d'un Etat qui vient en aide au secteur privé. Bien que schématique et partielle, cette approche permet d'éclairer les forces en jeu et d'esquisser la direction que pourrait prendre la politique économique. Courant novembre, Maduro a opéré un revirement dans cette politique d'ouverture et s'est attaqué une fois de plus au secteur privé. Si cela ne préfigure pas forcément l'avenir, la question du changement est désormais posée.

En arrivant au palais présidentiel de Miraflores, le président a du faire face à trois problèmes économiques majeurs : la pénurie alimentaire, l'inflation élevée et le manque de devises (dollars). Et sur tous ces points, une vision moins polarisante semblait s'imposer pendant les premiers mois. Concernant le manque de dollars (et la pénurie qui y est associée), le Venezuela vit sous un régime de contrôle de change depuis 2002. Jusqu'en 2009, il existait trois taux de change entre le bolivar et le dollar : le taux officiel (attribué sur demande et au cas par cas aux particuliers et aux personnes morales par la Commission d'administration des devises (Cadivi), l'organisme chargé de la distribution légale de dollars), le taux de change à la bourse de Caracas (dit dollar permuta) et le dollar du marché noir. Mais à partir de 2009, suite à une série de scandales, les établissements de change ont été interdits et le marché permuta rendu illégal par la loi sur le change illicite (*ilícitos cambiarios*). Il restait alors deux taux de change, le dollar cadivi et le dollar du marché noir (ce dernier était deux fois supérieur au premier). Pour faire face au manque de dollars, Merentes, alors président de la Banque centrale, a proposé un autre système de change : le système de transaction en monnaie étrangère (Sitme). Semblable à celui de la Cadivi, il permettait d'injecter des dollars mais uniquement via les entreprises et à un taux 50 % plus élevé que celui de la Cadivi ; il était dirigé par la Banque centrale. Durant les six mois qui ont précédé la mort de Hugo Chávez, le Sitme a vu ses attributions réduites, ne laissant donc que deux moyens d'accéder à des dollars (Cadivi et marché noir). Le problème est qu'une quantité importante de devises a été utilisée au cours de la campagne électorale de 2012 et que la Cadivi n'a pu fournir suffisamment de liquidités. Cette pression sur le marché de change a fait augmenter la différence entre le taux du marché noir et celui de la Cadivi (dix fois supérieur aujourd'hui).

La pénurie sur le marché de change a eu pour conséquence directe une pénurie de produits de consommation courante. Le cas du papier toilette a été très médiatisé, mais la pénurie a aussi durement affecté les produits de consommation alimentaire. Pour faire face à ce double problème de contrôle des devises et de pénurie des biens de consommation, Maduro a pris deux initiatives en complète rupture avec les politiques de Hugo Chávez. En arrivant au pouvoir, il a rencontré les représentants des grandes entreprises de chaque secteur de l'économie. Il a notamment dialogué avec Lorenzo Mendoza, le directeur de l'entreprise Polar, ennemie jurée du feu président de la République. D'autre part, il a tenté de résoudre le problème du manque de dollars dans l'économie en créant le Système complémentaire d'administration de devises (Sicad), une vente aux enchères par secteur où le gagnant n'est pas celui qui a misé le plus, mais celui qui a misé le taux fixé par le gouvernement (avant les enchères) et qui n'est communiqué ni avant ni après que cette opération ait eu lieu. Le revirement s'est vite fait sentir puisque dès le mois de novembre, Maduro a annoncé non pas la légalisation du marché de change, mais la création d'un Centre national du commerce extérieur qui centralisera l'activité en devises étrangères du pays menée par la Cadivi, le Sicad ainsi que la Banque du commerce extérieur (Bancoex).

La situation économique demeure très délicate, avec une inflation et des pénuries persistantes. Certains signes de redressement économique sont toutefois perceptibles en cette fin d'année 2013. Le *Wall Street Journal* du 22 août annonçait ainsi que le PIB avait augmenté de 2,6 points au deuxième trimestre de l'année. Bien que des représentants de l'aile Giordani aient été remplacés par des proches de Merentes dans les trois secteurs-clés de la politique économique que sont la politique monétaire, la politique industrielle et la politique financière, et que le gouvernement ait cherché à se rapprocher du monde des affaires, c'est plutôt la continuité qui semble prévaloir. Au niveau des hautes fonctions ministérielles, Merentes a perdu sa position de vice-ministre chargé de l'économie au profit de Ramírez. Au niveau présidentiel, Maduro a déclaré le 6 novembre 2013 que le syndicat des hommes d'affaires étaient au centre de la « guerre économique » et qu'ils étaient des « bourgeois parasites ». Si l'arrivée au pouvoir de Maduro semblait annoncer de profonds changements, aucune transformation fondamentale n'est advenue à ce jour. Les premiers mois du gouvernement Maduro ont surtout été marqués par l'expression progressive de positions divergentes au sein du gouvernement.

Il serait injuste de laisser les relations internationales de côté, mais dans ce domaine, la politique de Maduro affiche une grande continuité, ce qui n'a rien de surprenant de la part de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Chávez. Le soutien à Bachar El Assad en est peut-être la preuve la plus symbolique.

En dépit de la mort de Chávez, le PSUV continue de gouverner et il n'est pas prêt de se diviser. Maduro ne possède pas la personnalité et les marges de manœuvre de son prédécesseur, mais il est le chef de l'Etat et de son parti et fait preuve d'un certain pragmatisme. La discrète réconciliation avec les hommes d'affaires initiée au début de son mandat comme la force avec laquelle il a dirigé ses attaques contre l'opposition semblent démontrer qu'il sait jouer le jeu de la politique, même si les derniers mois de campagne l'on poussé à durcir le ton envers le monde des affaires. Ce président néophyte affronte le problème de tout dauphin obligé de choisir entre le respect du legs hérité de Hugo Chávez et le besoin de se maintenir au pouvoir, au risque de rompre avec la tradition. Et c'est à l'habileté avec laquelle il viendra à bout de ce que le gouvernement appelle la « guerre économique » que l'on pourra jauger le succès de Maduro dans ses fonctions exécutives.